



Logiques transfrontalières et salafisme globalisé : l'État islamique en Afghanistan

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro

► To cite this version:

Adam Baczko, Gilles Dorronsoro. Logiques transfrontalières et salafisme globalisé : l'État islamique en Afghanistan. *Critique Internationale*, 2017, 74, pp.137 - 152. 10.3917/cii.074.0137 . hal-02916968

HAL Id: hal-02916968

<https://hal.science/hal-02916968>

Submitted on 9 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Logiques transfrontalières et salafisme globalisé : l'État islamique en Afghanistan

par Adam Baczko et Gilles Dorronsoro

e n 2014, des groupes se revendiquant de l'État islamique sont signalés dans plusieurs provinces afghanes, notamment dans l'Helmand et le long de la frontière afghano-pakistanaise. Ils sont éliminés en quelques mois mais, un an plus tard, le mouvement réussit à s'emparer de plusieurs districts à la frontière avec le Pakistan, qu'ils contrôlent encore partiellement fin 2016. Cette implantation est surprenante à plusieurs titres. Premièrement, l'affrontement sunnite-chiite, essentiel dans la genèse de l'État islamique, n'est pas central dans le cas de l'Afghanistan. Si la marginalisation des sunnites à la suite de l'occupation américaine en Irak a permis la renaissance de l'État islamique en Irak à la fin des années 2000, il n'y a pas historiquement de tension du même ordre entre sunnites et chiites afghans. De façon symptomatique, les groupes afghans qui prêtent allégeance à Abu Bakr al-Baghdadi ne viennent pas des zones de friction entre les deux communautés. Deuxièmement, le mouvement Taliban domine les campagnes afghanes et combat avec un succès croissant le gouvernement afghan soutenu par les forces américaines. L'État islamique s'implante donc dans un contexte où un mouvement jihadiste pourrait bien réussir à prendre le pouvoir ; il n'y a donc pas *a priori* d'espace disponible pour un parti concurrent comme

le montre la marginalisation du Hezb-i islami, qui a fini par se rallier au gouvernement de Kaboul. Enfin, l'Afghanistan n'est pas un pays où le salafisme est historiquement très implanté ; les Taliban se réclament d'une version hanéfite déobandite de l'islam¹. Dans les années 1990, même les groupes communément appelés « salafistes » dans l'est du pays, où les réseaux arabes salafistes étaient actifs, suivaient généralement les pratiques hanéfites.

Dès lors, comment comprendre l'émergence de l'État islamique en Afghanistan ? S'agit-il de groupes dont l'affiliation avec l'État islamique est essentiellement symbolique ou assiste-t-on à une extension du mouvement irako-syrien ? Les différents groupes qui se revendiquent du califat irako-syrien en Afghanistan et au Pakistan sont-ils coordonnés ou leur formation renvoie-t-elle à la coïncidence de dynamiques locales ? Réflètent-ils une transformation de la société afghane ou sont-ils d'abord une opération menée depuis le Pakistan ? Les informations disponibles sont pour l'instant relativement pauvres et peu fiables, notamment du fait de l'enjeu médiatique et politique pour les acteurs afghans et de la difficulté croissante d'accès au terrain. À partir notamment d'entretiens à Kaboul et à Jalalabad réalisés en août et septembre 2015 avec des Afghans vivant ou ayant vécu dans les districts contrôlés par l'État islamique, nous proposons une première interprétation de ce phénomène.

L'État islamique conjugue de manière inédite radicalité politico-religieuse et négation de l'ordre international (frontière, citoyenneté), mais garde une surprenante capacité d'adaptation aux contextes locaux. Cette caractéristique en fait un bon analyseur des conflits qui traversent la société afghane et amène à s'interroger sur deux phénomènes. D'une part, sans nier l'importance des configurations locales et l'importation du mouvement *via* le Pakistan, l'ouverture de la société afghane à la frange jihadiste du salafisme est un phénomène récent et significatif. En ce sens, l'émergence de l'État islamique découle de la transformation du champ religieux afghan consécutive à plus de trois décennies de guerre civile et accompagne le déclin des grandes familles d'oulémas et des confréries. Il existe ainsi un terrain idéologique et social favorable à l'implantation du salafisme jihadiste en Afghanistan. D'autre part, les ralliements de certains Taliban à l'État islamique, sans concertation et de façon spontanée, révèlent la diversité des *credo* idéologiques au sein de ces derniers, confirmant l'influence de moins en moins souterraine du salafisme jihadiste. Enfin, l'État islamique perpétue son existence

1. Barbara D. Metcalf, « "Traditionalist" Islamic Activism: Deoband, Tablighis, and Talibs », *ISIM Papers*, Leyde, 2002. Pour plus d'informations sur le hanafisme déobandi, voir *Islamic Revival in British India: Deoband, 1860-1900*, Princeton, Princeton University Press, 1982. Les différences sont d'abord dans la pratique religieuse, la prière notamment, et ensuite dans la mobilisation des sources jurisprudentielles. Elles n'ont pas empêché les Taliban de collaborer avec des mouvements salafistes jihadistes comme al-Qaïda, sans pour autant annuler les divergences idéologiques entre les deux mouvements. Alex Strick, Felix Kuehn, *An Enemy We Created: The Myth of the Taliban-Al Qaeda Merger in Afghanistan*, Oxford, Oxford University Press, 2012. L'engagement de combattants Taliban au sein de l'État islamique constitue en ce sens une rupture majeure pour les individus.

en exploitant les effets pervers des politiques afghanes et pakistanaises dans les régions frontalières de l'est du pays.

Nous analyserons tout d'abord la pénétration du salafisme en Afghanistan, qui a facilité l'implantation de l'État islamique. Nous verrons ensuite comment les scissions au sein des mouvements jihadistes afghans et pakistanais ont permis les premiers ralliements à l'État islamique. Enfin, nous montrerons comment les logiques transfrontalières expliquent le maintien du mouvement sur la frontière afghano-pakistanaise et le mode de gouvernement mis en place par le mouvement.

Le salafisme afghan et l'offre politique de l'État islamique

La percée de l'État islamique n'est pas une affaire « locale ». Les explications par le contexte immédiat risquent de faire manquer des dynamiques plus larges, nationales ou transnationales. En particulier, l'implantation de l'État islamique a confirmé la présence d'un courant salafiste en Afghanistan et – ce qui doit être distingué – une réceptivité à l'agenda plus spécifique de l'État islamique. Trois questions semblent ici pertinentes : le salafisme comme élément prédisposant à l'adhésion à l'État islamique, le programme de l'État islamique et le déclin des notables.

La croissance des mouvements salafistes dans la société afghane est un phénomène avéré. Les principaux sites où cette mobilisation se donne à voir sont les universités et quelques associations en milieu urbain ou périurbain². Sur un plan géographique, la montée du salafisme affecte particulièrement Kaboul et ses universités, ainsi que les villes d'Hérat, Kandahar, Gardez et Jalalabad³. Cette dernière est particulièrement touchée du fait de l'implantation de l'État islamique dans la province orientale du Nangarhar (dont Jalalabad est la capitale) et de la présence d'étudiants salafistes à l'université de Jalalabad. En effet, le salafisme a une histoire ancienne sur la frontière⁴. Jusqu'aux années 1990, il affectait principalement la région frontalière (Kunar, Badakhshan, Nouristan), et la conversion au salafisme, souvent collective et en partie opportuniste, permettait d'accéder à des soutiens internationaux sans passer par les partis afghans soutenus, et contrôlés, par le Pakistan. Cependant, depuis la chute des Taliban, des clercs formés dans

2. Borhan Osman, *Beyond Jihad and Traditionalism: Afghanistan's New Generation of Islamic Activists*, Kaboul, Afghan Analysts Network, 2015.

3. Antonio Giustozzi, *Between Patronage and Rebellion: Student Politics in Afghanistan*, Kaboul, AREU, 2010 ; Robert Zaman, Abdul Ahad Mohammadi, *Trends in Student Radicalization across University Campuses in Afghanistan*, Kaboul, Afghan Institute for Strategic Studies, 2014.

4. Dès les années 1950, des Afghans, notamment originaires des provinces orientales du Badakhshan et de la Kunar, ont étudié dans la madrasa salafiste pakistanaise de Panjpir. Dans les années 1980, des anciens élèves de Panjpir ouvrent des madrasas salafistes dans la province, profitant du passage d'anciens du Hezb-e islami au salafisme. Adam Baczko, « Justice et politique dans la Kounar : la résolution des conflits par les commandants locaux, les militaires américains et les militants Taliban », mémoire de master en Études politiques, Paris, EHESS, 2011, p. 45-51.

les madrasas salafistes du Pakistan ont ouvert des madrasas en Afghanistan, par exemple dans les districts de Chaprahar et Deh Bala dans la province du Nangarhar, formant des étudiants en rupture par rapport à l'orthodoxie sunnite hanéfite.

Le salafisme ne produit pas un type unique de rapport au politique et certains salafistes afghans sont quiétistes au sens où ils refusent un engagement politique, notamment violent. De ce point de vue, la relation entre la doctrine salafiste et l'État islamique est loin d'être simple. Bien qu'une minorité de salafistes soutiennent l'État islamique, ce dernier se réclame de cette doctrine et l'adhésion au salafisme apparaît comme une condition des ralliements individuels. À l'été 2014, la proclamation du califat après la chute de Mossoul crée l'enthousiasme dans la mouvance salafiste et, plus largement, dans les milieux jihadistes transnationaux, amenant des Pakistanais et des Afghans à prêter allégeance à l'État islamique. On rapporte par exemple la distribution de pamphlets et de CD de l'État islamique dans une mosquée salafiste de l'ouest de Kaboul⁵. La propagande s'intensifie durant l'année 2015 avec des modalités de propagande similaires à celles d'autres groupes salafistes. En particulier, on remarque sur les réseaux sociaux la circulation de documents produit par l'État islamique et la multiplication des appels à rallier le califat. Dans la province du Nangarhar, la présence de madrasas ou d'imams salafistes est essentielle pour expliquer le recrutement local de l'État islamique.

Nos entretiens indiquent une prédominance de jeunes éduqués, urbains, sans travail et avec un faible capital social chez les salafistes ralliés à l'État islamique. On ne peut exclure que les motivations pécuniaires aient pu jouer un rôle dans des régions où le chômage des jeunes est massif. Pourtant, si nos interlocuteurs (qui n'appartenaient pas eux-mêmes à l'État islamique) parlent dans certains cas d'une solde de 500 dollars, aucun n'a jamais directement connu quelqu'un qui l'ait reçue⁶. Il serait plus exact de parler d'une réaction profonde à l'absence de perspective d'intégration économique et un sentiment très fort d'injustice sociale. Dans ce contexte, l'État islamique permet la renaissance d'un projet révolutionnaire dans une atmosphère eschatologique qui autorise le fantasme d'une refondation sociale ouvrant un avenir aux jeunes passés par le système scolaire (lycée et université), mais socialement marginalisés. Cette situation révolutionnaire (au sens de Tilly) n'est pas sans rappeler les premières mobilisations politiques dans les années 1970⁷. Le projet de l'État islamique par le renversement annoncé de l'ordre social séduit visiblement une frange de la population. En premier lieu, il apporte une perspective authentiquement transnationale – du point de vue des objectifs et du recrutement –, inédite dans la région. En effet, l'État islamique appelle à

5. <https://www.afghanistan-analysts.org/messages-in-chalk-islamic-state-haunting-afghanistan/>.

6. Il convient de rappeler le caractère récurrent des explications économes. Ainsi, pendant le *surge* américain en Afghanistan (2009-2012), le bruit circulait qu'un combattant Taliban était payé 300 dollars, ce que les entretiens infirmaient assez systématiquement.

7. Charles Tilly, *From Mobilization to Revolution*, Reading, Addison-Wesley, 1978 ; pour la situation des années 1970, voir Gilles Dorronsoro, *La révolution afghane, des communistes aux taléban*, Paris, Karthala, 2000.

se battre à la fois contre Kaboul et Islamabad, recrute indistinctement Afghans et Pakistanais (sans exclure d'autres nationalités) et nie la légitimité de l'Afghanistan et du Pakistan en tant qu'États. Or le rejet des incessantes interventions pakistanaises, notamment de l'ISI (Inter-Service Intelligence, les renseignements pakistanais), est pratiquement un point de consensus dans la société afghane, y compris, paradoxalement, chez les Taliban qui en profitent largement. De son côté, le TTP (Tehrik-e Taliban-e Pakistan) se bat essentiellement contre Islamabad et utilise de plus en plus l'Afghanistan comme sanctuaire, ce qui l'expose à la critique d'être manipulé par Kaboul (ou par les États-Unis).

En second lieu, l'État islamique appelle à la réaffirmation d'une hiérarchie identitaire, religieuse plus qu'ethnique, menacée par l'évolution de la société afghane depuis l'intervention américaine. Au Pakistan, la rhétorique anti-chiite de l'État islamique fait sens dans le champ politique pakistanais, où les mouvements radicaux sunnites ont fait de l'exclusion des chiites de la communauté nationale un objectif majeur, y compris par des actions violentes⁸. En Afghanistan, la montée du salafisme s'accompagne de discours anti-chiites de plus en plus prégnants. Si les massacres de chiites par l'Ittehad-e islami, dirigé par Abdul Rasul Sayyaf, et par les Taliban dans les années 1990 indiquaient déjà la possibilité d'un affrontement sur des lignes confessionnelles⁹, un *modus vivendi* s'était installé durant le régime Taliban, puis celui d'Hamid Karzai. Par exemple, si les relations interconfessionnelles dans la ville de Ghazni sont historiquement bonnes (mariages, commerce, collaboration pendant le jihad antisoviétique), l'enlèvement et la décapitation de Hazaras chiites dans la province de Ghazni en novembre 2015 par des groupes liés à l'État islamique laissent entrevoir une radicalisation encore souterraine. Par ailleurs, l'enrichissement et la visibilité inédite des Hazaras chiites à Kaboul provoquent une réaction croissante des sunnites les plus radicaux, d'autant que l'Iran mène une politique proactive auprès des chiites afghans. Ces dernières années, des attaques contre des Hazaras ont manifesté des tensions croissantes, parfois aggravées par les médias, notamment dans le cas des affrontements entre nomades pachtounes et Hazaras dans la province du Wardak¹⁰. La montée du sectarisme en Afghanistan représente un terreau pour l'État islamique, le seul

8. Voir notamment les travaux de Mariam Abou Zahab : « The Regional Dimensions of Sectarian Conflicts in Pakistan », dans Christophe Jaffrelot, *Pakistan: Nationalism without a Nation*, Delhi, Monahar, 2002, p. 115-128, et, sur les zones tribales où s'est implanté l'État islamique, « "It's just a Sunni-Shiite Thing": Sectarianism and Talibanism in the FATA (Federally Administered Tribal Areas) of Pakistan », dans Brigitte Maréchal, Sami Zemni (eds), *The Dynamics of Sunni-Shia Relationships: Doctrine, Transnationalism, Intellectuals and the Media*, Londres, Hurst, 2013, p. 179-192.

9. Voir notamment les rapports de Human Rights Watch sur les massacres commis par les Taliban (<https://www.hrw.org/reports/pdfs/a/afghan/afrepor0.pdf> ; <https://www.hrw.org/report/2001/02/01/massacres-hazaras-afghanistan>).

10. Pour une description du conflit, voir <https://www.afghanistan-analysts.org/the-kuchi-hazara-conflict-again/> ; pour une explication des enjeux légaux et fonciers qui sous-tendent le conflit, voir Liz Alden Wily, « The Battle over Pastures: The Hidden War in Afghanistan », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 133, 2013, p. 95-113.

mouvement armé afghan à prôner l'extermination des chiites, même si, pour l'instant, les massacres confessionnels que l'on observe au Pakistan restent inconnus en Afghanistan, probablement parce que l'État islamique a émergé dans des régions où les chiites sont absents.

Le discours de l'État islamique articule également une critique des mouvements jihadistes existants. Pour autant, Taliban et TTP ne sont pas traités de la même manière. En effet, le TTP, profondément fragmenté, représente moins un rival qu'une cible de recrutement pour l'État islamique. À l'inverse, ce dernier se montre très hostile aux Taliban, comme en témoigne notamment son périodique *Dabiq*, où Mollah Omar est réduit à la figure d'un naïf manipulé par le Pakistan. Le mouvement afghan est accusé de laisser prospérer des pratiques non orthodoxes qui conduisent au *shirk* (associationnisme, en contradiction avec l'unicité divine), ainsi que l'explique le n°6 de *Dabiq*¹¹. À partir de l'été 2014, la proclamation d'Abu Bakr al-Baghdadi comme calife et Commandeur des croyants met celui-ci en compétition directe avec Mollah Omar qui s'était vu décerner ce titre en 1996. Le cœur du désaccord est ici l'opposition entre un jihad national qui reconnaît le système international (et notamment les frontières de l'Afghanistan) et un jihad global qui nie la citoyenneté moderne. Alors que les Taliban cherchent une reconnaissance dans le système international, l'État islamique développe un antagonisme absolu avec l'ordre existant. En conséquence, il polémique avec les Taliban sur les réseaux sociaux, distribue des pamphlets à Peshawar et dans les camps afghans autour de la ville¹². En réponse, les Taliban critiquent l'extrémisme de l'État islamique sur leur site (juillet 2014), puis le menacent de rétorsions s'il poursuit ses actions en Afghanistan et au Pakistan (juin 2015). Pourtant, alors que les partis politiques légaux et les mouvements concurrents comme le Hezb-e islami n'étaient jamais parvenus à enrayer la progression des Taliban, les ralliements à l'État islamique représentent les seules scissions significatives de ce groupe depuis sa formation. Les Taliban, dont la base est d'abord rurale, ont probablement du mal à attirer les jeunes éduqués du fait de leur message conservateur nationaliste au fond assez traditionnel.

Enfin, les cas irakien, syrien et libyen suggèrent que l'État islamique s'implante dans des sociétés déjà radicalement transformées par l'affaiblissement des notabilités, tribales ou non. En Afghanistan, ce recul s'inscrit dans un processus historique qui traverse le XX^e siècle, mais s'accélère considérablement à partir de 1979 avec le début de la guerre¹³. Les Taliban, au pouvoir (1996-2001), puis comme mouvement insurrectionnel, ont continué le processus de marginalisation

11. <http://media.clarionproject.org/files/islamic-state/isis-isil-islamic-state-magazine-issue-6-al-qaeda-of-waziristan.pdf>.

12. <http://timesofindia.indiatimes.com/world/pakistan/ISIS-trying-to-expand-its-influence-in-Pakistan-distributes-pamphlets/articleshow/41618755.cms>.

13. G. Dorransoro, « Le déclin de l'institution tribale en Afghanistan », dans Hosham Daoud, *La constante « tribu » : variations arabo-musulmanes*, Paris, Démopolis, 2013.

des notables. Dans les régions sous leur contrôle, les cadres du mouvement manifestent souvent publiquement leur supériorité sur les élites locales. Du fait de leur proximité passée ou présente avec le gouvernement et la Coalition internationale, beaucoup de grands notables de l'est de l'Afghanistan n'osent plus retourner dans leur village. Ils vivent à Jalalabad, à Kaboul, voire en Occident pour ceux qui en ont les moyens ; les élites tribales qui demeurent dans les villages n'ont que peu de poids politique. En dehors même de la présence des Taliban, les notables n'ont pas les moyens de s'opposer aux groupes armés qui ont émergé dans les années 1990 et, plus largement, à tous les acteurs qui ont profité de la présence internationale pour s'enrichir, et s'armer¹⁴.

Par ailleurs, le conflit générationnel – conséquence indirecte des politiques de contre-insurrection – a facilité la subversion de l'institution tribale. L'élimination systématique des commandants Taliban par les forces spéciales américaines et les bombardements par drones ont provoqué un rajeunissement du mouvement : les combattants ont souvent entre 15 et 25 ans, les commandants entre 20 et 30 ans et sont en opposition avec les *leaders* tribaux, qui appartiennent aux générations précédentes. De même, l'instrumentalisation des élites tribales par les États-Unis, lors des opérations de contre-insurrection, a conduit à leur affaiblissement, notamment dans le Nangarhar. La tribu des Shinwari a été l'une des plus affectée par les programmes d'armement des tribus et la mise en place de milices. Cette politique a provoqué de violents conflits internes, notamment autour des questions foncières, qui ont eu pour effet de discréditer les notables tribaux¹⁵. Profitant de cette dynamique, l'État islamique s'inscrit dans une logique anti-notable et anti-tribale, les élites locales étant accusées de détourner les ressources liées à leur position pour leur profit personnel. La différence avec les Taliban tient à l'incroyable violence dont le mouvement fait preuve, notamment lors des exécutions publiques filmées et largement diffusées.

Les ralliements à l'État islamique

La première vague de ralliements à l'État islamique vient de combattants initialement affiliés aux Taliban et au TTP. Ces scissions révèlent l'existence d'une frange convertie au salafisme chez les Taliban et la fragmentation générale du TTP.

En mars 2014, alors que le Jabhat al-Nusrat (la branche syrienne d'al-Qaïda) et l'État islamique s'affrontent en Syrie, neuf militants d'al-Qaïda actifs au Pakistan

14. Sur l'affaiblissement des structures notabiliaires et tribales par la guerre, voir Bernt Glatzer, « The Pashtun Tribal System », dans Georg Pfeffer, Deepak Kumar Behera (eds), *Contemporary Society: Concept of Tribal Society*, New Delhi, Concept Publishers, 2002, p. 265-282.

15. Nick Miszak, « Land Based Conflict in Afghanistan: On the Right of Preemption (shuf'a) as "Back Channel" Diplomacy and a Show of Indignation », dans Martin Sökefeld, *Spaces of Conflict in Everyday Life: Perspectives across Asia*, Bielefeld, Transcript Verlag, 2015, p. 115-134.

et en Afghanistan prètent allégeance au mouvement d'al-Baghdadi¹⁶. Différentes sources rapportent un intérêt pour l'État islamique en Afghanistan et au Pakistan : des discussions entre jeunes combattants du TTP enthousiasmés par le mouvement¹⁷, un commandant du Hezb-e islami à Baghlan tenté par le ralliement¹⁸, trois hommes masqués à Ghazni qui prètent le serment d'allégeance¹⁹. En novembre 2014, Jundallah, un groupe dissident du TTP, prête allégeance à l'État islamique en Irak et au Levant, établissant la première présence officielle du mouvement dans la région. En janvier 2015, l'État islamique annonce la création du gouvernorat (*wilayat*) du Khorasan qui couvre l'Afghanistan et le Pakistan, défiant ouvertement l'Émirat islamique des Taliban. Sous le commandement d'Hafiz Saeed Khan, ancien *leader* du TTP dans l'Orakzai Tribal Agency, neuf Pakistanais et trois Afghans, Abdul Qahir Khorasani, originaire de la Kunar, Sa'ad Emarati du Logar et Abdul Rahim Muslim Dost du Nangarhar, prètent allégeance à l'État islamique. Enfin, en août 2015, Usman Ghazi, le *leader* du Mouvement islamique de l'Ouzbékistan (MIO), proclame son affiliation au *wilayat* du Khorasan, qui couvre donc en principe une partie de l'Asie centrale.

À partir de janvier 2015, des groupes se revendiquant de l'État islamique sont signalés en Afghanistan et au Pakistan. Au Pakistan, de nombreux commandants du TTP rejoignent le mouvement dans les régions frontalières, ce qui s'explique par la très forte fragmentation interne du TTP, aggravée par les opérations de l'armée pakistanaise²⁰. En Afghanistan, le ralliement le plus important est celui de Mollah Rauf Khadem, un commandant Taliban de la province méridionale de l'Helmand à la tête d'une centaine de combattants. Ce dernier est très respecté pour sa combativité et exerce une réelle influence sur le district de Kajakai. Des rumeurs contradictoires circulent par ailleurs sur l'allégeance de Mansour Dadullah et de ses 600 hommes dans la province de Zabul. Dans le Faryab, au nord du pays, une partie du MIO rejoint l'État islamique, alors que l'autre reste dans la mouvance des Taliban. Dans la province occidentale du Farah, des combattants Taliban sous le commandement d'Abdul Raziq Mehdi rejoignent l'État islamique, s'emparent du district de Khak-e Safed et conduisent des incursions dans les districts voisins. Dans le Nangarhar, enfin, un groupe se revendiquant de l'État islamique s'empare du district d'Atchin, puis de cinq districts peuplés par les tribus Shinwari et Khugiani, auparavant aux mains des Taliban.

L'émergence simultanée de groupes de l'État islamique dans des provinces très éloignées interroge sur l'existence d'une opération organisée à l'échelle nationale. En fait, il n'en est rien. Aucun signe de coordination entre les groupes n'existe

16. <https://www.ctc.usma.edu/posts/situating-the-emergence-of-the-islamic-state-of-khorasan>.

17. <http://uk.reuters.com/article/2014/07/11/uk-syria-crisis-pakistan-idUKKBN0FG11420140711>.

18. <http://www.bbc.com/news/world-asia-29009125>.

19. <http://www.rferl.org/content/islamic-state-expanding-afghanistan-pakistan/26607471.html>.

20. Peter Bergen, Katherine Tiedemann, *Talibanistan: Negotiating the Borders Between Terror, Politics, and Religion*, Oxford, Oxford University Press, 2013.

en dehors de l'allégeance revendiquée à l'État islamique ; aucune source ouverte n'atteste leur financement. De plus, les combattants de ces différents groupes ne coordonnent pas leurs opérations et ne se portent pas assistance, par exemple en faisant circuler des combattants. Autant qu'on puisse le savoir, le lien avec le *leadership* de l'État islamique à Raqqa et à Mossoul est plus politique et symbolique que militaire ou logistique, la circulation de militants entre l'Afghanistan et le Moyen-Orient restant très limitée. En somme, le mouvement émerge dans plusieurs provinces à la fois, mais sans stratégie coordonnée, ni logistique commune. Ces ralliements spontanés ont probablement été déclenchés par la proclamation du califat et reflètent l'importance grandissante des militants d'obédience salafiste au sein des Taliban.

Les ralliements, individuels ou collectifs, se font pour des raisons parfois idéologiques, parfois plus contextuelles. Deux des trois Afghans présents lors de la proclamation du gouvernorat du Khorasan, Abdul Qahir Khorasani et Muslim Dost, n'ont pas véritablement d'activités en Afghanistan et conduisent la majeure partie de leurs activités à Peshawar. Le troisième, Sa'ad Emirati, est un ancien commandant Taliban dans la province du Logar qui a été exclu en raison d'activités d'extorsion et de kidnapping. Il était par ailleurs très proche de groupes du TTP, ce qui a probablement facilité son passage à l'État islamique. Dans l'Helmand, Mollah Rauf était connu pour son adhésion au salafisme depuis son retour de Guantanamo en 2007. Il rencontrait régulièrement des « Arabes »²¹ et avait à plusieurs reprises provoqué des incidents par son rejet des pratiques religieuses non orthodoxes (amulettes, tombes de saints), signalant une ligne rigoriste proche des salafistes. De plus, son ralliement se fait dans le contexte de tensions qui mobilisent les appartenances tribales (les Alizai contre les Nurzai et les Achaqzai). Dans la province du Faryab, ce sont des groupes étrangers, principalement formés de ressortissants ouzbeks, qui rejoignent l'État islamique ; du fait de leur origine et de leur ethnicité, ils ont une faible implantation locale. Dans la province de Zabul, Dadullah, à la tête de quelques centaines de combattants, prône une ligne dure et rejette en particulier l'ouverture de négociations avec le gouvernement de Kaboul, ce qui l'amène à se rapprocher de l'État islamique. Dans le Farah, une scission locale des Taliban adhère à l'État islamique. Dans le Nangarhar, nous y reviendrons, les combattants de l'État islamique sont initialement des combattants pakistanais.

Un des aspects les plus significatifs du recrutement de l'État islamique est l'importance des anciens détenus de Guantanamo. Parmi les différents commandants qui rallient l'État islamique, deux des plus importantes figures sont passées par cette prison : Mollah Abdul Rauf Khadem, de 2001 à 2007, et Abdul Rahim

21. Terme générique désignant en Afghanistan les jihadistes étrangers originaires du Moyen-Orient, d'Occident, du Caucase et d'Asie centrale. Darryl Li, « Taking the Place of Martyrs: Afghans and Arabs under the Banner of Islam », *The Arab Studies Journal*, 20 (1), 2012, p. 12-39.

Muslim Dost, de 2001 à 2005. Les raisons de leur détention ne permettent pas de supposer une radicalité particulière de ces hommes avant 2001. La plupart des Afghans envoyés à Guantanamo l'ont été à la suite de dénonciations liées à des vengeance personnelles ou d'arrestations effectuées au hasard²². Si Mollah Rauf était effectivement un des commandants Taliban à Hérat en 2001, Muslim Dost était avant tout un propagandiste jihadiste, poète et journaliste, non un combattant, ce que les autorités américaines ont fini par reconnaître lors de sa libération en 2005. Il ne semble rien y avoir de distinctif chez ces hommes avant leur arrestation. En revanche, leur emprisonnement a favorisé leur conversion au salafisme jihadiste internationaliste, alors que tout laisse à penser qu'ils situaient auparavant leur combat dans un cadre national, comme tous les Taliban. En effet, la prison les met en contact avec des combattants (généralement arabes) qui ont une vision beaucoup plus globale de leur combat. À leur retour, les Afghans parlent généralement arabe et sont en relation avec les réseaux transnationaux. Même s'ils rejoignent les Taliban dans un premier temps, ils s'inscrivent désormais dans la mouvance salafiste jihadiste. La particularité de Mollah Rauf par rapport à la plupart des autres commandants Taliban est de connaître des « Arabes » et de les rencontrer régulièrement. Muslim Dost, lui, ne commande pas de combattants au Pakistan ou en Afghanistan, mais il joue un rôle clé en mettant Hafiz Saeed Khan, le futur gouverneur du Khorasan pour l'État islamique, en relation avec les réseaux irako-syriens et ceux du golfe Persique fin 2014-début 2015. Si l'on considère que la formation de l'État islamique s'est essentiellement faite à partir des réseaux formés dans les prisons américaines en Irak et que les Afghans passés par celle de Guantanamo ont un rôle central dans l'émergence de la branche afghane du mouvement, on voit l'importance des effets non anticipés des pratiques d'enfermement des États-Unis.

Face à cette mise en cause de leur monopole politique et militaire, les Taliban réagissent violemment contre ces groupes qui, géographiquement isolés et sans soutien extérieur, sont rapidement éliminés. Mollah Rauf Khadem, potentiellement le plus menaçant, est attaqué dans le district de Kajakai (nord de l'Helmand). Des dizaines de combattants sont tués ; Mollah Rauf Khadem lui-même est éliminé en février 2015 par un drone américain. À la fin du mois de mai, le groupe de la province du Farah est vaincu par les Taliban avec à nouveau des dizaines de combattants tués ou capturés. En août, des combats mineurs éclatent à Zabul entre Taliban et membres du front Dadullah, qui renoncent finalement à rallier l'État islamique. Partout, les militants de l'État islamique sont marginalisés ou éliminés physiquement. La seule exception est le Nangarhar, et elle est d'autant plus significative que les Taliban rassemblent au plus fort de leur offensive près

22. Les documents publiés par wikileaks sur Guantanamo montrent notamment, outre l'usage de la torture, le nombre de détenus qui étaient des combattants de base (380) souvent sans lien avec les Taliban ou al-Qaïda (150) (<https://www.wikileaks.org/gitmo/>).

de 2 000 combattants originaires des provinces de l'est, du sud-est et du sud. En deux mois, les combats dans les districts de Sherzad, Pachiragam et Chaprahar font des centaines de morts, et si l'État islamique recule, les Taliban échouent à reprendre les districts d'Atchin, Kot et Deh Bala. Pire, dans les semaines qui suivent, l'État islamique parvient à reprendre pied à Pachiragam et des centaines d'Afghans rejoignent le mouvement. Il faut donc s'arrêter sur les événements au Nangarhar pour comprendre comment l'État islamique se trouve ici, pour la première fois, en mesure de contester localement le monopole Taliban.

Logiques transfrontalières et implantation de l'État islamique

Dans la province du Nangarhar, l'État islamique conserve le contrôle de trois districts et les combats avec les Taliban continuent sporadiquement en 2016. Le maintien de cette poche sur la frontière afghano-pakistanaise permet au mouvement de mener des opérations en Afghanistan, en particulier vers les provinces du Badakhshan, du Nouristan et de la Kunar. Dans ce dernier cas, l'envoi par l'État islamique de lettres de nuit (*shabnâma*) dans certaines mosquées constitue le signe d'une pénétration du mouvement. Dans ces zones frontalières, la guerre civile devient un jeu à trois d'une rare complexité entre le gouvernement, les Taliban et l'État islamique. Une telle configuration souligne le rôle des politiques étatiques dans l'installation durable de l'État islamique dans la province du Nangarhar. Celle-ci s'explique par un double basculement. Premièrement, la chronologie indique une coïncidence entre la percée de l'État islamique et les opérations militaires pakistanaises sur la frontière. Le Pakistan connaît en effet une transformation majeure de sa sécurité intérieure avec l'implication croissante de son armée dans les zones frontières à partir de 2004. Désormais, son objectif n'est plus d'instrumentaliser les groupes jihadistes présents sur son sol, mais de les liquider (à l'exception des Taliban), comme en témoigne la vague d'opérations récentes à Karachi, au Pendjab et le long de la frontière afghano-pakistanaise²³. Pour ce qui nous concerne, l'élément décisif semble avoir été les opérations militaires extrêmement violentes qui ont commencé dans la Khyber Pukhtunkhwa et, plus précisément, dans les FATA. Les effets de ces opérations ont été, d'une part, la déstructuration supplémentaire (réfugiés, crise économique) de la société pachtoune, d'autre part, le départ des militants les plus radicaux vers l'Afghanistan, moins dangereux pour eux que le Pakistan où les frappes de drones et les opérations militaires ont atteint les différents groupes, notamment le TTP. À l'inverse, en l'absence de soldats au sol, les frappes américaines ne peuvent empêcher certaines

23. Ces transformations se reflètent dans l'augmentation rapide du nombre de morts liés au terrorisme à partir de 2005 et dans la diminution marquée à partir de 2014 avec le passage du TTP en Afghanistan (<http://www.satp.org/satporgtp/countries/Pakistan/database/casualties.htm> ; <http://pakpips.com/press.php>). Aucune de ces opérations ne vise les Taliban qui continuent à bénéficier de l'appui de l'armée pakistanaise.

provinces afghanes, notamment le Nouristan et la Kunar, de servir de sanctuaire pour nombre de militants, y compris ceux d'al-Qaïda²⁴.

Deuxièmement, les « Arabes » et les militants du TTP se sont installés en Afghanistan depuis plusieurs années selon deux modalités différentes. Par le biais de ses services secrets, le NDS (National Directorate for Security), le gouvernement afghan a favorisé leur installation dans certains villages autour de Tora Bora et dans le district de Khogiani, par exemple à Gandamak. L'actuel *leader* de l'État islamique en Afghanistan et au Pakistan, Hafiz Saeed Khan, et ses hommes ont été accueillis à plusieurs reprises dans la province de Nangarhar quand ils étaient membres du TTP. L'objectif de Kaboul était de faire pression sur le Pakistan pour l'obliger à cesser son soutien aux Taliban en établissant une menace symétrique. Ces militants pakistanais ou internationaux (Moyen-Orient, Caucase) se sont, jusqu'à un certain point, intégrés localement, notamment par des mariages. De plus, il semble qu'ils soient en général restés neutres dans les affrontements entre le gouvernement afghan et les Taliban, en dehors de brefs combats entre ces derniers et le groupe de Mangal Bagh²⁵. Ces militants se sont également installés de leur propre initiative dans des régions tenues par l'insurrection Taliban. C'est notamment le cas de la branche du TTP dirigée par Maulana Fazlullah dans la Kunar et de plusieurs autres groupes de militants non afghans dans le Logar. Ces dernières années, quelques frictions nous ont été rapportées par les habitants lors d'entretiens : une tentative pour fermer une vallée dans la Kunar, des kidnappings d'étrangers et d'Afghans dans le Logar. Néanmoins, un *modus vivendi* a été instauré avec les Taliban sur la base d'un libre passage réciproque. La force de l'État islamique dans le Nangarhar résulte de la jonction de ces deux dynamiques, l'arrivée de militants pakistanais et le ralliement des combattants étrangers installés en Afghanistan. En particulier, l'afflux de plusieurs centaines de militants a permis de déborder les Taliban dans plusieurs districts afghans où l'État islamique n'avait pas initialement d'appuis. Ce point est central et montre l'absence de travail politique de l'État islamique, comme le révèle également leur attitude par rapport aux civils. Par ailleurs, la configuration du côté pakistanais de la frontière est importante pour comprendre pourquoi l'État islamique parvient à s'installer dans le Nangarhar, plutôt que dans la Kunar, le Nouristan ou le Badakhshan, qui sont déjà des sanctuaires pour nombreux groupes étrangers et pakistanais, ou le sud et le sud-est de l'Afghanistan. En fait, les Tribal Agencies

24. Voir notamment les *Drone Papers* qui ont fuité dans *The Intercept* sur les évaluations de l'armée américaine concernant les résultats pour le moins nuancés des frappes sur le long terme (<https://theintercept.com/drone-papers/the-assassination-complex/>). Pour un développement autour de ces révélations, voir Jeremy Seahill, *The Assassination Complex: Inside the Government's Secret Drone Warfare Program*, New York, Simon & Schuster, 2016.

25. Ces conflits ont été résolus depuis et, avec l'émergence de l'État islamique, les hommes de Mangal Bagh soutiennent les Taliban contre ceux de Hafiz Saeed Khan.

situées à la frontière avec le Nangarhar, la Khyber et l'Orakzai²⁶ ont ceci de particulier que les Taliban n'y ont qu'une faible présence, contrairement à la frontière de Bajaur, près de la Kunar et du Nord Waziristan, ou à celle du Baloutchistan où l'État islamique aurait beaucoup plus de difficultés à s'implanter.

L'arrivée des militants de l'État islamique dans les six districts frontaliers du Nangarhar n'avait pas été anticipée par les Taliban qui en ont été balayés. Après sa victoire, le mouvement est renforcé par des ralliements locaux qui dénotent une fluidité des soutiens. Des militants TTP installés en Afghanistan avec la tolérance du gouvernement afghan se joignent à l'État islamique, qui apparaît comme le seul mouvement de la région non inféodé à un État (pakistanaï ou afghan). Des groupes de quelques dizaines d'hommes au plus, par exemple celui d'Abdul Khaleq dans le district de Deh Bala, ou des combattants isolés, dans des villages du district de Sherzad par exemple, les rejoignent. En tout, quelques centaines d'hommes au plus prêter allégeance à l'État islamique.

Quel projet politique se dessine dans les districts passés sous le contrôle de ce dernier ? Les récits ne coïncident pas totalement avec les pratiques de l'État islamique dans les différents districts du Nangarhar. De plus, la situation peut changer d'un district à l'autre en fonction de la durée de la présence du groupe. Ainsi, certains interlocuteurs indiquent une relative souplesse initiale, puis un durcissement progressif, du mouvement. Si l'on tient compte des points de convergence dans les récits de première main, quelques éléments ressortent. Premièrement, l'État islamique s'est immédiatement engagé dans une politique d'élimination brutale de ses adversaires et, au-delà, de ses concurrents potentiels. Nombre de maisons de combattants Taliban ont été brûlées, mais le plus spectaculaire a été l'assassinat de notables tribaux. La mise en scène élaborée de la vidéo où l'on voit l'État islamique tuer une dizaine de notables à l'explosif rappelle immanquablement celles tournées en Irak/Syrie²⁷. D'autres cas nous ont été rapportés, par exemple la décapitation de six notables à Kot à l'été 2015. Cependant, ces exécutions s'inscrivent aussi dans la continuité des pratiques du TTP contre les notables tribaux dans la région du Waziristan. Depuis sa formation, le TTP a systématiquement éliminé les notables qui s'opposaient ou critiquaient publiquement le mouvement. En agissant ainsi, l'État islamique a marqué immédiatement sa volonté de renversement de l'ordre social, projet susceptible d'attirer une frange radicalisée de la jeunesse.

Deuxièmement, l'État islamique a imposé un ordre moral très puritain dans une région pourtant connue pour être déjà particulièrement conservatrice. Ainsi les femmes ne doivent-elles plus sortir sans *mabram* (un homme de la famille) et, plus important dans le cadre de l'économie rurale, il semble qu'elles ne puissent plus

26. À cet égard, le caractère sectaire de l'État islamique n'est pas sans lien avec les dynamiques sociales dans l'Orakzai Agency, qui est de longue date le fief de radicaux anti-chiïtes.

27. <http://www.dailymail.co.uk/news/article-3192048/Sickening-atrocities-ISIS-fighters-Afghanistan-kill-ten-prisoners-accused-apostasy-using-bombs-buried-ground.html>.

travailler aux champs. Fumer et écouter de la musique ou se raser est interdit, alors que les Taliban étaient devenus relativement tolérants sur ces questions. Le choc ressenti par la population s'exprime à travers des anecdotes et des rumeurs, généralement invérifiables et parfois fausses, qui mettent en scène l'État islamique s'accaparant les propriétés et les femmes, et parlent de l'humiliation qui s'ensuit chez les hommes dont l'honneur est ainsi bafoué. On retrouve par exemple de manière récurrente le récit (non avéré) de combattants de l'État islamique s'appropriant des maisons ou plaçant des drapeaux sur celles où habitent des femmes non mariées ou veuves, pour que leurs combattants puissent les épouser. L'arrivée des Taliban n'avait jamais donné lieu à ce type de récits, même chez leurs ennemis qui pointaient pourtant leur brutalité et leur fanatisme.

Troisièmement, l'État islamique n'a ni le temps ni les moyens humains de construire un ordre administratif. Le mouvement nomme des imams dans les mosquées, mais ne fait guère plus à la différence des Taliban qui avaient établi des écoles et des tribunaux²⁸. La présence d'une police des mœurs a été notée dans plusieurs localités, mais on ne retrouve pas le niveau de contrôle décrit en Irak et en Syrie²⁹. Par ailleurs, l'État islamique ne lève pas l'impôt et un des éléments récurrents des entretiens est qu'il apparaît, dans le contexte local, comme un mouvement riche. Les militants payent, voire surpayent, ce qu'ils achètent dans le bazar ; ils utilisent de grosses coupures. Sur un plan religieux, le rapport à la population est généralement marqué par une extériorité due à l'idéologie salafiste, dans une région traditionnellement dominée par la doctrine hanéfite. Les combattants de l'État islamique exigent l'abandon de certaines pratiques : ils détruisent les tombes de saints (*ziâratgah*) et interdisent le port d'amulettes (*ta'wiz*) comme l'exige la doctrine salafiste. Le jour même de son attentat contre la Kabul Bank (avril 2015), l'État islamique dynamitait la tombe de Dolki Baba, localement révééré comme un saint. Plusieurs de ces tombes ont été détruites dans les régions rurales.

La population a souvent fui, notamment dans les districts peuplés par les membres de la tribu Shinwari (Achin, Kot et Deh Bala), par peur des combats et par rejet de l'État islamique. Dans quelques cas, les villageois ont pu refuser la nomination d'un imam de l'État islamique et c'est un *qari* (celui qui récite le Coran) qui est devenu imam³⁰. Enfin, dans le district de Khogiani, un notable a organisé la révolte contre l'État islamique, alors même que les Taliban avaient été mis en déroute. Quelques centaines d'habitants ont pris les armes à l'appel des imams

28. Antonio Giustozzi, Claudio Franco, *The Battle for the Schools: The Taleban and State Education*, Kaboul, Afghan Analysts Network, 2011 ; A. Baczkowski, « Juger en situation de guerre civile : les cours de justice Taliban en Afghanistan (2001-2013) », *Politix* 104 (4), 2013, p. 25-46.

29. Adam Baczkowski, Gilles Dorronsoro, Arthur Quesnay, *Syrie : anatomie d'une guerre civile*, Paris, CNRS Éditions, 2016, p. 264-268.

30. Il nous a été impossible, à partir des entretiens, d'en apprendre davantage sur les imams de l'État islamique, notamment sur leur origine et sur leur lieu de formation.

des différentes mosquées du district et ont chassé l'État islamique durant l'été 2015. Les Taliban se sont joints *ensuite* à la population.

Les offensives des Taliban ont repoussé l'État islamique d'une partie des districts qu'il contrôlait. Ces opérations confirment l'existence d'une structure centralisée au sein des Taliban, capable de mobiliser des centaines de combattants en provenance de plusieurs provinces (Kandahar, Zabul, Kunar, provinces du sud-est). La violence des combats entre les Taliban et l'État islamique est aggravée par les frappes de drones qui touchent les deux camps, l'armée américaine profitant des concentrations de combattants pour multiplier les attaques. Par ailleurs, les Taliban font pression sur les familles des Afghans qui se rallient à l'État islamique. Dans un village du district de Sherzad, ils ont battu le père d'un homme parti rejoindre l'État islamique pour obliger celui-ci à revenir. Lorsqu'il est revenu, ce combattant a lui-même été battu, mais n'a pas été inquiété outre mesure. Entre septembre 2015 et avril 2016, à la suite d'offensives successives des Taliban et de l'Armée nationale afghane, l'État islamique a perdu le contrôle des six districts frontaliers du Nangarhar. La situation reste néanmoins précaire car le mouvement continue ses incursions en Afghanistan à partir de l'Orakzai Agency et de la Khyber Agency, où les Taliban sont peu présents.

L'émergence de l'État islamique en Afghanistan est un phénomène complexe qui met en jeu des changements structurels de la société afghane (montée du salafisme et disparition des notabilités), des politiques d'État (américaine, pakistanaise, afghane) et des contextes locaux expliquant pourquoi certains commandants ont pu rompre avec les Taliban. Pour l'instant, la réaction de ces derniers (et marginalement celle des gouvernements afghan et américain³¹) a contenu le phénomène aux zones frontalières, principalement le Nangarhar. Pour autant, des groupes se revendiquant de l'État islamique réapparaissent régulièrement dans différentes régions et le mouvement s'implante de manière semble-t-il durable dans les provinces afghanes proches du Pakistan (Kunar, Nouristan et Badakhshan).

Quel est le lien entre l'État islamique en Syrie et en Irak et la branche qui opère sur la frontière afghano-pakistanaise ? Deux éléments étaient déjà présents parmi les militants du TPP qui se rallient à l'État islamique : la volonté d'exterminer les chiites et le renversement de toutes les autorités installées. Ainsi le passage entre les organisations est-il relativement facile. L'idéologie reflète une globalisation du militantisme jihadiste, dont les prisons américaines ont été un lieu décisif, et une même opposition au chiisme pour des raisons toutefois très différentes au Pakistan, en Irak et en Syrie. Cependant, l'organisation de la branche afghano-pakistanaise est singulière, car la matrice initiale qui a permis la construction d'un mouvement hiérarchisé en Irak (des cadres baathistes notamment) est absente sur la frontière pakistanaise, et encore plus en Afghanistan. En ce sens, l'émergence

31. Le 26 juillet 2016, Hafiz Saeed Khan a été tué par un drone américain dans le district de Kot.

de groupes se réclamant de l'État islamique en Afghanistan n'est pas le prolongement d'un modèle irakien, mais le signe d'une nouvelle révolution politique et sociale en marche³². ■

Adam Baczko est doctorant en sciences sociales (CESPRA, EHESS) et Junior Research Fellow à l'ERC Social Dynamics of Civil Wars à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Ses recherches portent sur l'exercice de la justice par les mouvements armés, notamment en Afghanistan. Avec Gilles Dorronsoro et Arthur Quesnay, il a publié *Syrie : anatomie d'une guerre civile* (Paris, CNRS Éditions, 2016).

adam.baczko@gmail.com

Gilles Dorronsoro est professeur de science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, membre sénior de l'Institut universitaire de France et Principal Investigator de l'ERC Social Dynamics of Civil Wars. Il est notamment l'auteur de *Revolution Unending, Afghanistan, 1979 to the Present* (New York, Columbia University Press, 2005).

gilles.dorronsoro@gmail.com

32. Les auteurs remercient tout particulièrement Borhan Osman pour ses précieux commentaires sur ce texte, les trois rapporteurs anonymes de *Critique internationale*, ainsi que tous ceux qui, à Kaboul et à Djalalabad, ont pris le temps, dans un contexte aussi difficile, de nous parler de leurs expériences. Ce projet a reçu un financement du Conseil européen de la recherche (ERC) dans le cadre du programme de recherche et d'innovation Horizon 2020 (convention de subvention n°669690, « Social Dynamics of Civil Wars »).